



**NATIONS UNIES  
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

---

Colloque pré-ADF : Jeunesse et gouvernance

Addis-Abeba,  
10 octobre 2004

**LES JEUNES EN AFRIQUE : UN ATOUT MAJEUR POUR LE CHANGEMENT**

**Document de synthèse**

# Les jeunes en Afrique : Un atout majeur pour le changement

## Document de synthèse

### **I. Introduction**

Pour définir la population d'un pays, on en examine d'abord les caractéristiques, puis on détermine les groupes existants et les plus importants d'entre eux, ainsi que leurs caractéristiques communes. L'âge en est une particulièrement importante dans le classement des populations et, lorsqu'il sert à définir la population de n'importe quel pays africain, permet de constater combien les jeunes constituent les groupes les plus importants. Dans tous les pays africains, l'âge moyen de la population est de 20 ans au maximum, ce qui revient à dire que la moitié, sinon plus, de la population est âgée de moins de 21 ans et que près du cinquième est âgé de 15 à 24 ans.

L'Afrique est un continent de jeunes dont la structure démographique exige une transformation sociopolitique. C'est un continent de jeunes qui aspirent à la modernité sur le plan de l'éducation, de l'emploi et de la famille. Cependant, pour la plupart de ces jeunes, la réalité est celle de la marginalisation en milieu rural dans le cadre d'un ordre sociopolitique patriarcal et gérontocratique, dans lequel les hommes n'atteignent vraiment l'âge adulte qu'après le mariage et l'indépendance économique, et les femmes pratiquement jamais.

La vie des jeunes Africains est faite d'instabilité et d'incertitude, exacerbées par les guerres, les déplacements, la crise économique et la pandémie du VIH/sida. Les jeunes Africains font partie d'une catégorie sociopolitique issue de l'effondrement des sociétés traditionnelles causé par le colonialisme et de la mobilisation postcoloniale des jeunes pour des luttes de pouvoir de toutes sortes, dont ils ont souvent été les principales victimes.

Les jeunes Africains sont souvent frustrés par leur environnement. D'où, dans bien des cas, leur militantisme, leur impatience et leur prise de risques. Certains gouvernements, tout comme leurs opposants, ont exploité ces tendances pour mobiliser les jeunes sur des bases militaristes et violentes, dans le cadre de leurs propres luttes. Diverses organisations religieuses, souvent d'orientation fondamentaliste, cherchent également à mobiliser les jeunes et à obtenir d'eux un devoir de fidélité.

Les jeunes cherchent également leur propre voie. Ils présentent la vision d'un ordre social qui tente d'émerger en dépit de la répression et des difficultés économiques, et cherchent à se faire entendre dans des sociétés dont les structures de base ne favorisent pas l'écoute des jeunes. Néanmoins, les jeunes d'aujourd'hui n'acceptent plus ou ne respectent plus ces structures et exigent de plus en plus d'être entendus. Les jeunes Africains sont nombreux, dynamiques et de plus en plus à la recherche d'autres solutions.

Il peut s'agir là d'un problème pour les gouvernements, qui deviennent souvent la cible de leur frustration. Partout, les jeunes sont un vecteur de changement social et politique, mais sur un continent particulièrement jeune, comme l'Afrique d'aujourd'hui, ils représentent, potentiellement, une grande menace ou une grande chance. Aussi, partisans du changement ou de l'ordre établi cherchent-ils à les mobiliser.

C'est pourquoi les problèmes fondamentaux des jeunes, leur rôle dans le domaine de la gouvernance, leur lutte pour un gagne-pain et la menace omniprésente du VIH/sida sont des questions essentielles en matière de gouvernance en Afrique. Les gouvernements africains doivent apporter des solutions à cette majorité juvénile de la population, qui devient plus importante, plus pauvre, plus mécontente et, parfois, plus militante.

Dans le Programme d'action pour les jeunes, que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté en 1995, on reconnaît l'importance cruciale des jeunes dans le domaine du développement et la nécessité de leur donner la possibilité d'y participer pleinement dans leur pays. Les États Membres de l'ONU y sont également invités à formuler des politiques nationales en faveur de la jeunesse<sup>1</sup>. Toutefois, pour concrétiser ce programme, il faudrait que les jeunes soient plus écoutés dans le cadre d'une représentation et d'une participation véritables aux organes de prise de décisions politiques.

Il faudrait que les gouvernements et les décideurs mettent l'accent sur le thème « jeunesse et gouvernance », en ciblant trois domaines prioritaires (représentation politique, moyens d'existence ou emploi et VIH/sida) ainsi que sur l'élaboration et la diffusion de politiques visant à intégrer les questions relatives à la jeunesse dans tous les ministères et leurs programmes.

## **II. Le contexte : les jeunes et la gouvernance en Afrique**

Dans les sociétés traditionnelles africaines, les « jeunes » sont considérés comme des « enfants » et, par conséquent, des subordonnés. Il en est encore ainsi dans de nombreux milieux ruraux contemporains, ce qui influe sur les rôles, les attentes, les problèmes et les possibilités des jeunes en Afrique. Ceux-ci, bien que constituant une majorité démographique, sont marginalisés dans le système de gouvernance tant moderne que traditionnel.

Sur un continent où les jeunes sont le groupe le plus important, il est pratiquement impossible que la jeunesse et la gouvernance ne constituent pas une question essentielle. Dans un grand nombre de pays évoluant, chacun à son rythme, vers une certaine dose de démocratie, de participation populaire, d'engagement civique, etc., il sera de plus en plus difficile, voire contre-productif, de faire abstraction de cette majorité ou de tout autre groupe important, dans l'évaluation des problèmes et des besoins relatifs à la gouvernance.

Les crises politiques et économiques prolongées qui touchent l'Afrique depuis plus d'une génération ont rendu de nombreux jeunes frustrés et déçus, sans espoir pour l'avenir, que ce soit par l'éducation ou par l'emploi. En même temps, ils n'ont guère leur mot à dire en matière de gouvernance. La plupart des systèmes politiques se montrent condescendants à l'égard des jeunes, reléguant leurs préoccupations au second plan, ne les associant qu'à des thèmes comme l'école et le sport.

---

<sup>1</sup> Divyakriti, V. "Rural Development", p. 30.

Or, les problèmes sont beaucoup plus importants. Les crises politiques et économiques prolongées que le continent a traversées ont rendu de nombreux jeunes si frustrés, déçus et découragés, qu'ils cherchent n'importe quel changement à n'importe quel prix et sont facilement mobilisés dans des groupes armés ou par des forces extrémistes.

D'autres sont pris de désespoir et sont convaincus qu'ils n'ont aucun avenir – du moins dans leur pays –, ce qui contribue, chez certains, au refus fatal de prendre la peine de se protéger contre le VIH/sida et, chez d'autres, à se lancer dans des tentatives désespérées, coûteuses et souvent dangereuses d'émigration clandestine vers des pays plus développés ou au moins plus riches, hors du continent, à la recherche d'un emploi.

L'un des plus grands défis à relever en Afrique en matière de gouvernance est de savoir comment mobiliser les énergies des jeunes et comment transformer les systèmes de gouvernance de telle manière que les jeunes se sentent correctement représentés par les systèmes politiques et donc en mesure de travailler au sein de ces systèmes en vue des changements qu'ils jugent nécessaires. Le fait de n'avoir pas résolu ce problème de manière adéquate et le fait que les systèmes politiques et économiques africains ne parviennent pas à prendre en charge les jeunes ont favorisé, dans de nombreux pays africains, une crise de gouvernance.

La plupart des systèmes politiques se montrent condescendants à l'égard des jeunes, reléguant au second plan et marginalisant leurs préoccupations. Ils ont tendance à négliger les défis réels de la jeunesse et de la gouvernance, en particulier lorsqu'il est question d'écouter le point de vue des jeunes et leur expérience vécue et de les intégrer dans les processus de la gouvernance. Ils laissent donc échapper l'occasion d'aborder ou d'éviter, par l'engagement actif des jeunes, les causes des crises de gouvernance.

Il est nécessaire d'inclure une série de questions intéressant les jeunes dans le programme relatif à la gouvernance et de faire en sorte que les questions relatives à la gouvernance soient accessibles aux jeunes et pertinentes pour eux. À l'heure actuelle, rares sont ceux qui ont des idées concrètes sur la manière d'aborder le thème de la jeunesse et de la gouvernance selon le point de vue des jeunes. Il est donc nécessaire d'effectuer un travail exploratoire sur la question pour définir ce point de vue et examiner les questions relatives à la gouvernance qui intéressent particulièrement les jeunes, de leur point de vue. Un tel effort serait opportun, pertinent et probablement sans précédent, surtout s'il permet de mettre en place un cadre qui facilite l'intégration de questions intéressant particulièrement les jeunes dans les processus de la gouvernance.

Dans toute société, l'énergie politique émane généralement d'un groupe restreint de la population. S'ils sont efficaces, les dirigeants de ce groupe peuvent mobiliser davantage de monde, une fois qu'ils ont identifié et pris en compte les principales préoccupations de leurs concitoyens. La plupart des sociétés ont tendance à rester inactives sur le plan politique, ce que les gouvernements trouvent souvent préférable, l'activisme pouvant être perçu comme une menace. Cependant, cet activisme est généralement la conséquence de problèmes concrets qui ont une incidence sur un groupe particulier et qui, lorsqu'ils sont abordés de manière convenable, peuvent être désamorçés et mis à profit de manière constructive.

De manière générale, l'énergie politique d'une société se trouve le plus souvent chez les jeunes, en particulier les jeunes instruits et ambitieux. Lorsque les dirigeants d'un pays voient dans toute forme d'organisation politique qu'ils ne contrôlent pas, une menace potentielle ou réelle, ils ont tendance à la démobiler, plutôt qu'à l'intégrer dans le système, en encourageant le dialogue et en l'orientant de manière constructive. Cependant, ils risquent alors de ne pas tenir compte des véritables problèmes qui, n'ayant pas été résolus, peuvent, et c'est souvent le cas, favoriser des crises ultérieures.

En fait, les défis particuliers du développement de l'Afrique et de son renouveau politique exigent un niveau d'énergie politique très élevé que l'on ne peut obtenir qu'en mobilisant les jeunes. Si les jeunes ont la possibilité d'exprimer leurs préoccupations et de chercher à résoudre leurs besoins particuliers dans les systèmes et cadres en place, ils peuvent contribuer de manière positive au renforcement et à la stabilité des systèmes en question. Cependant, il est urgent de relever les défis de la jeunesse et de la gouvernance, en écoutant le point de vue et l'expérience vécue des jeunes Africains et en les impliquant dans l'examen de ces questions et dans la recherche de solutions.

Le principal défi est de savoir comment réformer les systèmes de gouvernance de manière que les jeunes, les femmes et autres aient la parole et soient mieux et plus efficacement représentés et de déterminer la façon dont il faudrait procéder pour y parvenir et ce qu'il faut entendre par une telle représentation et à quel niveau.

Il s'ensuit la question de savoir s'il faut des mécanismes spéciaux pour la représentation des jeunes. L'expérience de plusieurs pays montre qu'il peut s'agir d'un moyen efficace permettant de donner la parole aux minorités, aux femmes et à d'autres groupes défavorisés qui, autrement, seraient marginalisés, sans voix et sans représentation dans le règlement des questions qui touchent à leurs intérêts.

Ces mécanismes prennent des formes diverses. Il peut s'agir de sièges spéciaux réservés aux représentants des jeunes au parlement, au conseil municipal ou autre organe électif de gouvernance. Un autre mécanisme consiste à abaisser la majorité électorale, mais il n'entraîne pas nécessairement l'élection des représentants des jeunes à des postes auxquels ils pourraient faire entendre la voix des jeunes de manière efficace.

En Afrique, les jeunes sont aux prises avec des problèmes cruciaux de trois sortes. Ils sont marginalisés de la gouvernance et, par conséquent, de la prise des décisions qui ont une incidence sur eux. Cette marginalisation a également des incidences sur les efforts qu'ils déploient pour trouver un moyen de subsistance. Enfin, elle peut avoir une incidence négative sur leur aptitude à bien connaître, comprendre et affronter la menace imminente du VIH/sida.

Dans certains cas, les consultations menées au niveau local et autre pour la formulation et le suivi des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) pourraient être l'occasion de donner la parole aux jeunes dans des domaines particulièrement préoccupants tels que la gouvernance, les moyens de subsistance ou la pandémie du VIH/sida. Les DSRP sont un nouvel instrument approuvé par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international comme document-cadre et condition indispensable de l'accès des pays pauvres à l'allégement de la dette

dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et à d'autres prêts assortis de conditions de faveur.

Les DSRP supposent consultation, participation élargie et « appropriation », ce qui a des implications importantes sur le plan de la gouvernance. À titre d'exemple, ils sont censés orienter les investissements en matière de développement sur une période de trois ans. Il peut s'agir là d'un domaine important dans lequel les jeunes peuvent être entendus et leurs besoins exprimés.

Il est communément admis que la participation joue un rôle important en matière de réduction de la pauvreté et de développement. La consultation et la participation des jeunes, dans le cadre des DSRP, peuvent leur donner un rôle plus important dans le domaine de la gouvernance et, en fin de compte, un rôle attendu dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), où la participation est également un élément important.

Les questions d'égalité des sexes sont importantes dans le domaine de la gouvernance, du développement et du respect des droits de l'homme. Par conséquent, certains gouvernements devront prendre des mesures en vue de la participation effective des jeunes femmes. Il y a plusieurs façons de le faire. Dans certains cas, il suffit que le gouvernement applique les dispositions prévues par la constitution. Dans d'autres, des mesures énergiques seront requises: application de quotas ou autres dispositions pour assurer la représentation des femmes dans des organes de gouvernance, dont elles auraient été exclues autrement, et réforme du système juridique pour assurer une protection équitable de la loi.

Une politique efficace concernant les jeunes devrait inclure l'engagement de ces derniers, y compris les jeunes femmes, dans des consultations locales sur le développement et sur la réduction de la pauvreté. Il faudrait veiller en particulier à ce que les consultations sur les DSRP engagent les jeunes et leur permettent d'exprimer leurs points de vue sur la réduction de la pauvreté et sur des questions connexes de gouvernance et de développement.

Des initiatives régionales telles que l'Union africaine (UA) ont déjà reconnu la nécessité d'une participation publique ou de la société civile, afin que le public s'approprie davantage ces initiatives, leur donne plus de légitimité et ouvre la voie à l'application de leurs programmes. Cela pourrait ouvrir la voie aux contributions des organisations de jeunes, par des mécanismes de l'UA tels que le Bureau des OSC de la Conférence sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique (CSSDCA) ou le futur Conseil économique, social et culturel, tous deux appelés à mettre l'accent sur la participation de la société civile.

## **Principaux thèmes**

Jeunesse et gouvernance sont des thèmes clefs en Afrique et le principal défi est de savoir comment faire en sorte que les jeunes soient mieux et plus efficacement représentés, de sorte qu'ils aient leur mot à dire dans les politiques qui les concernent. Quelle serait la meilleure façon d'y parvenir ?

- i) Réduire la majorité électorale ;
- ii) Mettre en place des mécanismes spéciaux, afin que les jeunes, hommes et femmes, soient représentés et aient leur mot à dire dans le domaine de la gouvernance ;
- iii) Réserver des sièges au parlement et dans les organes locaux de gouvernance aux jeunes hommes et aux jeunes femmes pour que la jeunesse puisse s'exprimer et soit intégrée dans le processus de la gouvernance ;
- iv) Encourager les mouvements de jeunes dans les partis politiques, pour que la jeunesse puisse s'exprimer ou
- v) Renforcer la participation des jeunes hommes et des jeunes femmes dans le processus des consultations concernant les DSRP dans leur pays.

#### **IV. VIH/sida**

Environ 29 millions d'Africains, des jeunes pour la plupart, sont séropositifs. Entre 3 et 4 millions de personnes meurent chaque année de maladies liées au sida. La pandémie de VIH/sida est la principale menace pour les jeunes Africains et il est impératif que ces derniers soient mieux informés, notamment en ce qui concerne des moyens efficaces de prévention, pour pouvoir y faire face. L'exécution de programmes d'éducation sur le VIH/sida qui soient efficaces et qui conduisent à des modifications du comportement est le principal objectif des institutions s'occupant des jeunes en Afrique.

La pandémie du VIH/sida modifie la façon dont les jeunes Africains se perçoivent et envisagent leur avenir. Tellement de jeunes adultes meurent que cela change les attentes et perspectives de nombreux jeunes. Dans de nombreux cas, ces derniers sont envahis par un sentiment de désespoir et de fatalisme car ils considèrent que la pandémie du VIH/sida ne peut être évitée. Cette sensation de fatalisme et d'impuissance et les possibilités limitées d'emploi ou de modes de subsistance pour les jeunes peuvent également affecter leur perception de l'avenir et les pousser à vivre dans l'instant présent, sans se préoccuper d'un avenir qu'ils jugent incertain.

La pandémie du VIH/sida a déjà fait des ravages chez les jeunes et les jeunes adultes en Afrique subsaharienne, et a eu des effets dévastateurs sur les économies de la région. L'Afrique continue d'enregistrer des hausses alarmantes de la population contaminée, la prévalence du VIH dépassant parfois le tiers de la population adulte. De telles augmentations auront certainement d'autres effets sur les économies et sur tous les systèmes nécessaires pour établir des États sûrs et stables, des économies fortes, des modes de subsistance durables et pour réduire la pauvreté.

L'actuelle "famine latente" en Afrique australe est un exemple tragique. Le scientifique sud-africain Alan Whiteside et l'expert en développement Alex de Waal ont attiré l'attention sur la corrélation entre les maladies liées au sida dans les ménages ruraux et la diminution des revenus et de la production alimentaire<sup>2</sup>. D'après Alex de Waal, "le sida a paralysé le corps social [...] les pays africains les plus touchés ont été victimes d'une désintégration sociale"<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> Article intitulé "Cursed Twice Over" (« une double malédiction »), paru dans *The Economist*, 15-21 février 2003, Londres, p. 60.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 60.

Cette désintégration sociale a porté un coup dramatique notamment aux modes de subsistance des jeunes et aux économies dans toute l'Afrique australe. Elle menace également l'avenir de ces pays, par exemple à cause des 2,5 millions d'orphelins du sida dans six pays de la sous-région, qui sont particulièrement vulnérables<sup>4</sup>.

Les inégalités entre hommes et femmes se manifestent nettement dans la propagation de la pandémie. Les femmes et les jeunes filles sont désavantagées et n'ont pas suffisamment de contrôle sur leur sexualité. C'est particulièrement le cas des jeunes filles et des jeunes femmes, qui sont souvent contraintes par divers moyens de pression d'avoir des relations sexuelles avec des hommes plus âgés, souvent des hommes qui ont un certain pouvoir ou des responsabilités sur elles, par exemple des enseignants de leur école ou des superviseurs sur leur lieu de travail. Cela peut contribuer à expliquer pourquoi le taux d'infection au VIH est généralement plus élevé chez les filles que chez les garçons. Cela met aussi en évidence certains des domaines qu'il faut prendre en compte dans les politiques concernant les jeunes pour réduire les facteurs causant la propagation rapide de la pandémie.

### **Autres épidémies facteurs de pauvreté**

Bien que le VIH/sida soit la menace la plus immédiate, c'est loin d'être la seule. Le paludisme est également une cause de nombreux décès chez les jeunes Africains, en particulier chez les enfants et les femmes enceintes. Il est endémique dans la plupart des pays du continent et touche une proportion importante de la population. C'est également une cause majeure de journées non travaillées, ce qui contribue à une faible productivité et à des niveaux plus élevés de pauvreté.

Il est impératif que les décideurs mettent au point des mécanismes pour résoudre ces problèmes de santé. Pour ce faire, il convient tout d'abord de déterminer le lien entre les problèmes sanitaires et les modes de subsistance des jeunes (et des familles). L'incidence des conditions de santé sur l'économie varie selon les pays et dépend de plusieurs facteurs, notamment l'existence de capacités financières et d'infrastructures pour des mesures efficaces, ainsi que d'une volonté politique en ce sens.

### **Principaux problèmes**

La participation des jeunes est-elle nécessaire dans la formulation de politiques visant à s'attaquer à la pandémie du VIH/sida chez les jeunes Africains et peut-elle être facilitée par :

- i) Le règlement des problèmes d'inégalités qui affaiblissent les jeunes femmes et les rendent particulièrement vulnérables au comportement à risques d'autrui en ce qui concerne le VIH/sida;
- ii) L'offre de rôles prépondérants aux jeunes dans la lutte contre le VIH/sida;

---

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 60.



- iii) L'éducation entre camarades et une certaine influence pour changer les comportements des jeunes; le cas échéant, les enseignements disponibles pour montrer comment faire ;
- iv) La recherche d'autres aspects de la gouvernance qui peuvent s'avérer efficaces pour mieux faire comprendre aux jeunes le problème du VIH/sida et fournir les orientations nécessaires à des modifications des comportements?

## **V. Emploi et modes de subsistance**

Les modes de subsistance constituent un enjeu important pour les jeunes Africains, peut-être même le plus important après le VIH/sida. La majorité des jeunes Africains doivent lutter pour un mode de subsistance durable et ont peu d'espoir d'en trouver un. C'est leur principal problème et ils ont besoin de l'aide de leur gouvernement. Le secteur formel semble de moins en moins en mesure de fournir des solutions pratiques. Le fait est que le nombre d'emplois disponibles est depuis longtemps dépassé par le nombre de demandeurs. Dans la majeure partie du continent, les principaux secteurs d'emploi sont l'agriculture, l'élevage et l'économie parallèle.

La majorité des jeunes Africains doivent, à l'heure actuelle et aussi loin qu'on puisse prévoir, chercher un mode de subsistance dans les zones rurales où ils habitent. La plupart d'entre eux devront s'engager dans l'agriculture compte tenu du nombre limité de possibilités dans d'autres secteurs. Toutefois, l'emploi non agricole, principalement dans le secteur informel, est un moyen de plus en plus courant pour accroître les revenus ruraux et réduire la pauvreté, ce qui devrait encore s'accroître dans l'avenir.

Un nombre croissant de jeunes, en particulier dans les zones urbaines, seront employés à leur compte dans l'économie informelle car les pénuries dans l'emploi formel continuent à s'aggraver dans de nombreux pays africains. L'alphabétisation sera un atout majeur car elle ouvre la voie à des formes d'apprentissage de nature à accroître la productivité et, partant, les revenus. Pour la plupart des jeunes en Afrique, il n'y a pas de transition facile de l'école à une carrière et même ceux qui achèvent leur scolarité découvrent souvent qu'elle a peu de rapport avec les exigences du marché du travail.

L'emploi et les modes de subsistance des jeunes sont étroitement liés aux problèmes de l'éducation et de la valorisation des ressources humaines. Les jeunes ont davantage tendance que les adultes à être au chômage. Le taux de chômage des jeunes dépasse celui des adultes pour différentes raisons, notamment le manque d'expérience professionnelle. Leurs tentatives d'entrer sur le marché du travail sont souvent entravées par l'absence de compétences professionnelles et de formation sur le lieu de travail, ce qui fait qu'il est moins onéreux pour les employeurs d'engager des adultes justifiant déjà des connaissances et de l'expérience nécessaires<sup>5</sup>.

La pauvreté, l'analphabétisme et les conditions sanitaires figurent parmi les principaux problèmes qu'il faut prendre en compte pour résoudre la question des jeunes et des modes de subsistance durables. Les décideurs doivent accorder la priorité à ces questions dans les

---

<sup>5</sup> Sommet pour l'emploi des jeunes 2002, *The State of Youth Employment Report* (Rapport sur l'état de l'emploi des jeunes en 2002), Education Development Center, Inc., p. 19.

programmes et initiatives de valorisation des jeunes. La pauvreté découle d'un manque d'accès aux ressources, notamment la terre, les aptitudes, les connaissances, le capital et les relations; elle se traduit par un accès limité aux institutions, aux marchés, à l'emploi et aux services publics. Les jeunes sont ceux qui ont le moins accès à ces secteurs et ils sont donc particulièrement vulnérables à la pauvreté.

D'après l'UNESCO, environ 96 millions de jeunes femmes et 57 millions de jeunes hommes, pour la plupart dans les pays en développement, sont illettrés<sup>6</sup>. Les taux d'analphabétisme sont plus élevés en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne, ainsi qu'au sud de l'Asie centrale<sup>7</sup>. On note également des différences considérables entre les sexes : les femmes sont plus souvent illettrées que les hommes. L'éducation est un instrument précieux pour réduire les inégalités de revenu et pour accroître la productivité et les revenus des défavorisés. Elle donne aussi accès à la formation qui, à son tour, ouvre la voie vers de meilleurs emplois et des revenus supérieurs.

L'analphabétisme est encore un obstacle majeur à l'amélioration des modes de subsistance et à la réduction de la pauvreté dans de nombreux pays africains. Le développement de l'enseignement primaire et de programmes d'alphabétisation est un élément important de l'équation du développement. L'enseignement primaire pour tous peut être une étape décisive pour les gouvernements africains soucieux d'améliorer la productivité de la population afin d'accélérer la croissance économique. L'enseignement primaire pour tous est coûteux pour les gouvernements ayant peu de moyens, mais son échec peut s'avérer encore plus coûteux en termes d'occasions manquées en ce qui concerne le développement et la réduction de la pauvreté. C'est un objectif réalisable en Afrique, comme le montre l'exemple de l'Ouganda. En 1996, l'Ouganda a décidé que l'enseignement primaire pour tous était un objectif prioritaire à atteindre avant 2000. Il a alors investi une grande partie des ressources dégagées par l'allégement de la dette dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) pour étendre et améliorer l'enseignement primaire comme fondement du développement<sup>8</sup>.

Au niveau mondial, les décideurs insistent de plus en plus sur le développement durable dans la conception et la mise en œuvre de programmes de valorisation des jeunes. De tels programmes doivent s'attaquer aux principaux facteurs socioéconomiques qui entravent le développement des jeunes, notamment la pauvreté, et l'analphabétisme. Ils doivent également développer l'esprit d'entreprise parmi les jeunes, car ceux d'entre eux qui ne trouveront pas un emploi dans l'économie formelle devront de plus en plus souvent trouver ailleurs leur mode de subsistance.

---

<sup>6</sup> UNESCO, étude citée dans *The State of Youth Employment Report* (Rapport sur l'état de l'emploi des jeunes en 2002), Education Development Center, Inc., p. 22.

<sup>7</sup> *Ibid.* p. 22.

<sup>8</sup> Ministère ougandais des finances, de la planification et du développement économique : rapport 2001 sur la pauvreté en Ouganda, Kampala, 2 mars 2001, p. 44 du rapport original en anglais.

Il est également possible de prendre des mesures visant à promouvoir l'emploi autonome en facilitant la création d'entreprises par une réformes des cadres institutionnels et législatifs qui peuvent constituer des obstacles à l'entrepreneuriat et en répondant à des besoins fondamentaux comme l'accès au crédit et la formation en gestion.

De nombreux projets d'entreprises de jeunes sont bloqués par des pratiques juridiques, administratives ou bureaucratiques qui les empêchent de se développer et de trouver leur place dans l'économie, et il convient d'y remédier. Le principal obstacle auquel se heurtent les jeunes entrepreneurs est le manque d'accès aux ressources et au crédit lorsqu'ils démarrent. Il est particulièrement important de créer un environnement favorable grâce à un meilleur accès à la formation et au microcrédit pour des projets réalisables.

### **Élaboration des politiques relatives à des modes durables de subsistance pour les jeunes**

Les programmes traditionnels de valorisation des jeunes considèrent souvent ces derniers comme un créneau distinct de développement. Mais c'est sans tenir compte du fait que les modes de subsistance des jeunes font partie d'un ensemble divers et complexe de stratégies économiques, sociales et matérielles et sont étroitement liés à la communauté et à l'environnement social, financier et écologique.

La situation macroéconomique est la principale cause du chômage des jeunes ; les gouvernements doivent donc adopter des politiques macroéconomiques favorisant la croissance économique globale et la création d'emplois, surtout dans le secteur privé. Pour ce faire, il importe notamment de supprimer les obstacles réglementaires et institutionnels à la création et à la croissance de petites et moyennes entreprises et à la fourniture d'un accès au crédit et à la formation en gestion.

Les politiques relatives à l'emploi des jeunes doivent donc être intégrée dans les stratégies plus générales de création d'emplois dans les pays. Elles doivent être également coordonnées avec d'autres politiques concernant la jeunesse. Une politique intégrée pour la jeunesse peut permettre de définir avec précision les domaines d'action, les responsabilités des différents intervenants et le moyen de coordonner leurs actions respectives pour atteindre un objectif commun.

Les décideurs négligent souvent les sexospécificités dans les initiatives et programmes de valorisation des jeunes. C'est sans tenir compte du fait que les jeunes femmes connaissent encore des taux de chômeages plus élevés que les jeunes hommes<sup>9</sup>. Une étude mondiale récente de l'OIT portant sur 97 économies a révélé dans 62 d'entre elles, des taux de chômage plus élevés pour les femmes que pour les hommes<sup>10</sup>.

---

<sup>9</sup> OIT : principaux indicateurs du marché du travail, site Web : [www.ilo.org/public/french/index.htm](http://www.ilo.org/public/french/index.htm), cité dans Sommet pour l'emploi des jeunes 2002, *The State of Youth Employment Report* (Rapport sur l'état de l'emploi des jeunes en 2002), Education Development Center, Inc., p. 28.

<sup>10</sup> *Ibid*, p. 28.

Le traitement équitable des deux sexes est un élément important qui doit être pris en compte dans le cadre directeur. Les décideurs négligent souvent les sexospécificités dans les initiatives et programmes de valorisation des jeunes. C'est sans tenir compte du fait que les jeunes femmes connaissent encore des taux de chômage plus élevés que les jeunes hommes. Une étude mondiale récente de l'OIT portant sur 97 économies a révélé dans 62 d'entre elles, des taux de chômage plus élevés pour les femmes que pour les hommes.

Une réponse efficace exige des modifications fondamentales de l'approche des problèmes des modes de subsistance durables pour les jeunes. Il peut s'agir par exemple, d'une approche durable reconnaissant et prenant en compte la nature complexe des systèmes en question. Cette approche repose sur quatre principes de base qui peuvent servir à mieux adapter les politiques à l'interprétation et aux priorités des jeunes en ce qui concerne leurs modes de subsistance. L'accent doit être mis sur : i) les atouts et les forces des jeunes; ii) les prestations; iii) les liens entre macro-niveau et micro-niveau; et iv) la nature globale des modes de subsistance et la viabilité des résultats obtenus en matière de réduction de la pauvreté<sup>11</sup>.

Une politique efficace visant des modes de subsistance durables pour les jeunes doit tenir compte des problèmes de parité et du fait que les inégalités entre hommes et femmes ont souvent eu des effets négatifs sur les tentatives de développer les modes de subsistance durables. Elle doit mettre en évidence la nécessité d'une intégration équilibrée des perspectives sexospécifiques dans les initiatives de développement durable et de l'intégration d'un traitement plus équitable des deux sexes dans le cadre directif.

La consultation, la participation et l'émancipation sont indispensables pour la formulation d'une politique efficace relative aux jeunes. L'un des facteurs clefs doit être l'émancipation des jeunes au niveau communautaire. Les programmes traditionnels de valorisation des jeunes considèrent souvent ces derniers comme un créneau distinct de développement. Mais sans tenir compte du fait que les modes de subsistance des jeunes font partie d'un ensemble divers et complexe de stratégies économiques, sociales et matérielles et sont étroitement liés aux communautés et à l'environnement social, financier et écologique, et représentent un ensemble divers et complexe de stratégies économiques, sociales et matérielles. Les décideurs doivent utiliser une approche reconnaissant et prenant en compte la nature complexe des systèmes en question. Cette approche repose sur quatre principes de base qui peuvent servir à mieux adapter les politiques à l'interprétation et aux priorités des jeunes en ce qui concerne leurs modes de subsistance, en mettant l'accent sur les atouts et les forces des jeunes, les prestations, les liens au macro-niveau, et la nature globale des modes de subsistance et la viabilité des résultats obtenus en matière de réduction de la pauvreté. Des consultations au niveau communautaire peuvent constituer un point de départ stratégique pour la participation des jeunes à des décisions prises au niveau local qui peuvent avoir un effet sur leurs modes de subsistance.

Cette contribution potentielle peut être renforcée par des politiques favorisant une plus grande participation des jeunes à des consultations, par exemple dans le cadre des documents de

---

<sup>11</sup> Sommet pour l'emploi des jeunes 2002, *The State of Youth Employment Report* (Rapport sur l'état de l'emploi des jeunes en 2002), Education Development Center, Inc., p. 26.

stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), que de nombreux pays africains doivent établir comme condition préalable à l'accès à l'allégement de la dette et aux prêts à des conditions libérales. Les DSRP peuvent être le point de départ de l'identification des besoins des jeunes en matière de réduction de la pauvreté et de développement, et de leur intégration dans les programmes nationaux de développement.

Le DSRP d'un pays sert à orienter son programme d'investissement pour le développement sur une période de trois ans et à faire en sorte que les ressources dégagées par l'allégement de la dette soient affectées à des activités de réduction de la pauvreté. La participation des jeunes aux DSRP peut permettre d'aborder toute une gamme de problèmes relatifs à la gouvernance, à la santé et aux modes de subsistance afin de rechercher des investissements dans des mesures de réduction de la pauvreté des jeunes.

A l'avenir, les DSRP pourraient également contribuer à la participation des jeunes au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Les DSRP sont une source précieuse de données qui sont nécessaires pour le NEPAD, mais que le secrétariat du NEPAD n'a pas les moyens de rassembler sur le terrain. La contribution des jeunes par l'intermédiaire des DSRP peut aider à attirer l'attention des décideurs sur des aspects fondamentaux qui peuvent favoriser des modes de subsistance durables et la réduction de la pauvreté. Par exemple, elle peut aider à déterminer le besoin d'un cadre législatif général favorable au développement et à la croissance de petites et moyennes entreprises et au développement du secteur privé, impératifs pour l'expansion de l'emploi.

Une politique efficace visant des modes de subsistance durables pour les jeunes doit tenir compte des problèmes de parité et du fait que les inégalités entre hommes et femmes ont souvent eu des effets négatifs sur les tentatives de développer les modes de subsistance durables. Elle doit mettre en évidence la nécessité d'une intégration équilibrée des sexes dans les initiatives de développement durable et de l'intégration d'un traitement plus équitable des deux sexes dans le cadre directif<sup>12</sup>.

## **Principaux thèmes**

Dans quelle mesure les tendances actuelles des programmes d'éducation et de valorisation des ressources humaines correspondent-elles aux besoins réels des jeunes et ces derniers peuvent-ils être mieux satisfaits par les actions suivantes :

- i) Réformer l'orientation pédagogique actuelle de la plupart des systèmes d'enseignement primaire et secondaire;
- ii) Susciter un plus grand intérêt pour l'enseignement primaire pour tous et accroître les investissements dans ce secteurs, comme c'est le cas en Ouganda, en République-

---

<sup>12</sup> Sommet pour l'emploi des jeunes 2002, *The State of Youth Employment Report* (Rapport sur l'état de l'emploi des jeunes en 2002), Education Development Center, Inc., p. 46.

Unie de Tanzanie et dans certains autres pays en développement connaissant de graves problèmes de chômage des jeunes ;

- iii) Mettre l'accent sur l'alphabétisation et l'acquisition par les jeunes de compétences qui ont des chances de trouver des débouchés
- iv) Mettre l'accent sur l'acquisition par les jeunes de compétences qui leur permettront de trouver un emploi non salarié dans l'agriculture ou le secteur informel.

## **VI. Conclusions**

### **1. Nécessité d'une politique en faveur des jeunes**

Les jeunes représentent une couche importante de la population dans tous les pays africains, plus de la moitié de la population étant, en général, âgée de moins de 21 ans et les deux tiers ayant moins de 30 ans. Les jeunes, qui, selon la définition courante, sont les personnes dont l'âge est compris entre 15 et 24 ans, forment la couche la plus dynamique de la population ainsi que celle qui affronte le plus de problèmes. Ils sont aux prises avec beaucoup plus de problèmes que la génération précédente, pour trouver des moyens de subsistance, faire face à la menace de la pandémie du VIH/sida, changer le cours des choses et dire leur mot en ce qui concerne la gouvernance.

La gouvernance, le chômage et la menace que constitue le VIH/sida sont les principaux sujets de préoccupation des jeunes dans la plupart des pays africains. Il s'agit là de questions d'intérêt national qui touchent d'importantes couches de la population et que les gouvernements doivent examiner pour leur trouver des solutions. Ces problèmes sont complexes et ne pourront probablement pas être réglés au coup par coup. Les gouvernements doivent se fixer des objectifs en ce qui concerne les jeunes, définir des politiques et des plans pour orienter leurs actions et s'employer à atteindre effectivement ces objectifs. Pour cela, ils doivent montrer la voie à suivre, en se fondant sur des objectifs, des politiques et des plans bien définis.

Pour les gouvernements africains, les jeunes sont un groupe important, qui peut être une chance mais également une source de problèmes. L'élaboration de politiques viables en faveur de la jeunesse, en collaboration avec ces derniers et avec leur contribution, permettrait de réaliser ce potentiel et de trouver des solutions aux problèmes cruciaux de la jeunesse d'aujourd'hui, ce qui débouchera sur des solutions et non des crises.

La gouvernance est une question fondamentale qui a souvent des incidences importantes sur la façon d'aborder les autres questions. Les responsables politiques doivent mettre l'accent sur le thème « jeunesse et gouvernance », notamment sur trois domaines prioritaires: la participation aux activités politiques, les moyens de subsistance/l'emploi et le VIH/sida ainsi que sur l'élaboration et la diffusion de politiques visant à intégrer les questions relatives aux jeunes dans tous les programmes gouvernementaux.

Ce faisant, les problèmes essentiels que sont la jeunesse, le rôle des jeunes dans la gouvernance, la recherche de moyens de subsistance ainsi que la très grave menace que fait peser

le VIH/sida figureront parmi les principales préoccupations des jeunes africains qu'il conviendra d'examiner et pour lesquelles il faudra définir des principes directeurs. La majorité que forment les jeunes augmentera, deviendra probablement plus pauvre au cours des vingt prochaines années et il faudra trouver dès maintenant des solutions à ce problème.

Pour relever le défi de la gouvernance, il faut réformer les systèmes, assurer une meilleure représentation des citoyens, notamment des jeunes, déterminer les moyens d'atteindre cet objectif et définir le mode de représentation. Il en résulte d'autres conséquences. Les jeunes doivent participer aux débats politiques et leurs suggestions devraient être prises en compte dans les politiques et les plans les concernant, qu'il s'agisse de la gouvernance, du chômage ou du VIH/sida.

Il est largement reconnu que la jeunesse peut jouer un rôle important dans le processus de développement. Sans les jeunes, il ne saurait y avoir de véritable développement durable et, probablement, aucune motivation. Toutefois, de plus en plus en Afrique subsaharienne, les jeunes ne s'attendent qu'à une aggravation de la pauvreté et à la réduction de la durée de vie. Les gouvernements devraient jouer à cet égard un rôle important et remédier à cette situation. Ils doivent réformer les politiques concernant les jeunes ou en adopter de nouvelles pour mieux tenir compte des besoins des jeunes en ce qui concerne la gouvernance et le développement.

Pour trouver des solutions aux problèmes des moyens de subsistance et de l'emploi des jeunes, il faut prendre en considération, dans les politiques, les questions concernant la gouvernance et les jeunes et encourager ces derniers à participer aux consultations sur la façon dont ils espèrent gagner leur vie et sur leurs priorités. Le fait de permettre aux jeunes de donner leurs points de vue et d'être représentés au niveau de la gestion des affaires publiques peut contribuer dans une large mesure à la formulation d'une politique effective des jeunes et aider à trouver des solutions aux problèmes qui empêchent les jeunes d'avoir des sources de revenus durables.

Il s'agit notamment de facteurs tels que les difficultés d'accès aux ressources, l'analphabétisme et le manque de véritables compétences. Il s'agit, également, des problèmes de santé et autres contraintes, notamment les conséquences de la pandémie du VIH/sida, qui compromettent gravement les moyens d'existence de la jeunesse et la situation économique. Les autres facteurs empêchant les jeunes d'avoir des sources de revenus durables sont notamment liés au fait que les jeunes n'ont pas leur mot à dire sur la gouvernance et ne sont pas consultés par ceux qui élaborent les politiques de développement.

Certains de ces problèmes pourraient être facilement résolus, par exemple en associant les représentants des jeunes aux consultations sur l'élaboration des DSRP nationaux. Le DSRP est un important document, qui oriente la planification des investissements en matière de développement national au cours d'une période de trois ans. La prise en considération des préoccupations des jeunes dans les plans de développement local permettrait de prendre des mesures importantes pour répondre à leurs besoins en ce qui concerne le développement durable et l'emploi.

## Résumé

### Les jeunes en Afrique : un atout majeur pour le changement

Les jeunes représentent une couche importante de la population en Afrique, la moitié ou plus de la population ayant moins de 21 ans et les deux tiers ayant moins de 30 ans. Toutefois, les points de vue diffèrent souvent à cet égard, car il ne s'agit pas seulement des jeunes ayant entre 15 et 24 ans, mais aussi, dans la plupart des pays africains, d'un groupe plus important de jeunes qui ne sont pas mariés, ne sont pas indépendants du point de vue économique et ne sont, donc, pas considérés comme des adultes à part entière. Ces jeunes sont souvent marginalisés et ne se sentent pas concernés par les systèmes de gouvernance que gèrent leurs aînés et dans lesquels ils n'ont pas leur mot à dire.

La gouvernance est une question fondamentale, qui a des incidences importantes sur la façon d'aborder les autres questions essentielles. Les gouvernements et les décideurs doivent mettre l'accent sur les jeunes, notamment sur les trois domaines prioritaires suivants : participation aux activités politiques ; moyens de subsistance et chômage ; pandémie du VIH/sida, ainsi que sur les modalités d'intégration de ces principales questions qui intéressent les jeunes dans tous les programmes gouvernementaux.

1. Le principal défi à relever consiste à réformer les systèmes de gouvernance pour mieux représenter les citoyens, notamment les jeunes, de façon qu'ils aient leur mot à dire sur l'élaboration des politiques qui les concernent, à déterminer les moyens d'atteindre cet objectif et à arrêter les modalités de la représentation des jeunes. Ces derniers doivent avoir voix au chapitre et donner leurs points de vue en ce qui concerne les politiques et les plans ayant pour objet de trouver des solutions à leurs problèmes, qu'il s'agisse de la gouvernance, du chômage ou du VIH/sida, et aider à mettre en œuvre ces politiques. Peut-on mieux atteindre cet objectif :
  - vi) En créant des mécanismes spéciaux permettant aux jeunes - hommes et femmes - d'être représentés et de dire leur mot en ce qui concerne la gouvernance, par exemple, en leur réservant des sièges spéciaux au parlement et dans les organes de gouvernance locale et en les associant au processus de gouvernance ;
  - vii) En réduisant la majorité électorale ;
  - viii) En encourageant les mouvements des jeunes des partis politiques à donner la parole aux jeunes ;
  - ix) En créant et en renforçant les « parlements des enfants », qui doivent permettre aux jeunes d'exprimer leurs préoccupations et de se former pour jouer plus tard pleinement et effectivement leur rôle dans la vie politique ;
  - x) En associant davantage les jeunes hommes et femmes aux consultations sur les DSRP de leurs respectifs ?



2. A-t-on besoin de la contribution des jeunes à la formulation des politiques visant à lutter contre la pandémie du VIH/sida chez les jeunes et pourrait-on mieux répondre à ce besoin :
  - v) En étudiant les questions qui empêchent de donner aux femmes les moyens d'action nécessaires et les exposent, en particulier, à l'infection par le VIH, du fait du comportement à risque d'autres personnes ;
  - vi) En permettant aux jeunes de jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre le VIH ;
  - vii) En recourant à la transmission de l'information par les membres de la même tranche d'âge et en s'appuyant sur l'influence qu'exercent ceux-ci pour changer le comportement des jeunes gens, compte tenu d'exemples concrets ;
  - viii) En déterminant, pour y pourvoir, les autres besoins en matière de gouvernance qui peuvent aider les jeunes à mieux comprendre le VIH/sida et à montrer la voie à suivre pour changer les comportements ?
  
3. Dans quelle mesure les tendances actuelles en matière d'emploi, d'éducation et de valorisation des ressources humaines répondent-elles aux besoins réels des jeunes pour ce qui est des moyens de subsistance et dans quelle mesure peut-on répondre à ces besoins :
  - v) En changeant l'orientation actuelle de la plupart des systèmes d'enseignement primaire et secondaire ;
  - vi) En suscitant un plus grand intérêt pour l'éducation primaire universelle et en y investissant davantage, comme en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie et dans d'autres pays en développement qui sont aux prises avec de graves problèmes de chômage des jeunes ;
  - vii) En mettant l'accent sur l'intensification de l'alphabétisation et l'acquisition par les jeunes de compétences qui ont des chances de trouver des débouchés;
  - viii) En mettant l'accent sur la formation des jeunes pour leur permettre de trouver un emploi non salarié dans l'agriculture ou le secteur informel ?

## Références

Divyakriti, V. « Rural Development », Sommet de l'emploi des jeunes, 2002, Alexandrie, 7-11 septembre 2002.

Kalimugogo, Dr. G., Mission Report, Sommet de l'emploi des jeunes, 2002, Alexandrie, 7-11 septembre 2002.

Sommet de l'emploi des jeunes, 2002: The State of Youth Employment Report, 2002  
Education Development Center, Inc.

Davis? Susan, « Social Entrepreneurship », Sommet de l'emploi des jeunes, 2002,  
Alexandrie, 7-11 septembre 2002.

Waddell, Steve, "Engaging the Private Sector", "Sommet de l'emploi des jeunes, 2002,  
Alexandrie, 7-11 septembre 2002.